

**PROTOCOLE D'APPLICATION DE LA CONVENTION ENTRE LE
GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL ET LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE BISSAU DANS LE DOMAINE DES PECHEES
MARITIMES, SIGNEE A DAKAR LE 22 DECEMBRE 1978**

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL, REPRESENTÉ PAR
MONSIEUR OUMAR GUEYE, MINISTRE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE
MARITIME

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU, REPRESENTÉ PAR
MONSIEUR ILDEFONSO BARROS, SECRETAIRE D'ETAT DES PECHEES ET DE
L'ECONOMIE MARITIMES.

En application des dispositions de la Convention entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République de Guinée Bissau dans le domaine des pêches maritimes signée à Dakar le 22 décembre 1978, les deux Etats ont convenu de ce qui suit:

Article premier.- *Objet du protocole*

Le présent protocole est établi en application des dispositions de la Convention entre les Gouvernements de la République de Guinée Bissau et de la République du Sénégal dans le domaine des pêches maritimes. Il précise les modalités pratiques de mise en œuvre de la coopération conformément à l'article 2 de ladite Convention.

Article 2.- *Définition de la pêche artisanale*

Aux termes du présent Protocole, est considérée comme pêche artisanale, toute activité de pêche effectuée dans les rivières, les estuaires et la mer territoriale de la Guinée Bissau, par les embarcations non motorisées ou équipées de moteurs hors bord ayant une puissance inférieure ou égale à 60 CV, ne dépassant pas une longueur de 18 mètres (longueur hors tout).



Article 3.- Conditions d'exercice de la pêche artisanale

1. Les conditions d'exercice de l'activité de pêche artisanale dans les eaux sous juridiction de la Guinée-Bissau sont soumises aux dispositions légales en vigueur, notamment :
 - a) la présentation du registre de propriété de l'embarcation émis par les autorités compétentes du Sénégal ;
 - b) la présentation du registre de l'embarcation émis par les autorités maritimes de la Guinée-Bissau ;
 - c) l'inspection en Guinée Bissau pour l'obtention du permis de navigation ;
 - d) la présentation de la licence sanitaire émise par l'autorité compétente ;
 - e) la présentation du justificatif du dépôt du paiement de la licence de pêche émis par la banque indiquée par le service compétent du Trésorerie des Finances ;
 - f) la présentation, pour le cas d'un résident étranger, de la copie conforme de la carte d'identité étrangère émise par le service de l'immigration et des frontières du Ministère de l'Administration interne, de la carte d'inscription consulaire ou des cartes d'identités des membres de son équipage.
2. Les embarcations de pêche artisanale qui exercent leurs activités dans le cadre du présent Protocole doivent respecter les conditions fixées par celui-ci, conformément à la réglementation en vigueur en Guinée Bissau.

Article 4.- Définition de la Pêche industrielle

Aux termes du présent Protocole, est considérée comme pêche industrielle, l'activité de pêche exercée dans les eaux situées au-delà des 12 milles marins, par des embarcations équipées d'une puissance motrice supérieure à soixante chevaux (60 CV) et équipées de moyens de réfrigération ou de congélation et de stockage des captures à bord.

Article 5.- Conditions d'exercice de la pêche industrielle

L'exercice de la pêche industrielle dans les eaux sous juridiction de la Guinée-Bissau est soumis aux dispositions légales en vigueur, notamment :

- 1) la présentation des documents suivants, attestant des caractéristiques techniques du navire :
 - titre de propriété ;
 - titre nationalité ;



- immatriculation ;
 - certificat de jauge ;
 - certificat de navigabilité ;
 - certificat de sécurité ;
 - certificat de franc bord ;
 - rôle d'équipage ;
 - journal de bord ;
 - journal de pêche ;
 - certificat de radiocommunication.
- 2) l'embarquement d'un observateur national de pêche, le renseignement du journal de pêche et la transmission des données et informations sur les captures, conformément aux indications des structures compétentes de la Guinée-Bissau ;
- 3) la communication, aux structures compétentes de la surveillance et du contrôle des activités de pêche en Guinée-Bissau de toutes les informations relatives aux captures, entrées et sorties des eaux sous juridiction de la Guinée-Bissau.

Le remplacement d'un navire par un autre est autorisé en cas d'arrêt d'activité par force majeure, sans paiement de nouvelles redevances, si le navire remplaçant est la propriété du même armateur et a un TJB inférieur ou égal à celui du navire à remplacer. Si le navire remplaçant a un TJB supérieur, l'armateur paie la différence sur la redevance de la licence.

Article 6.- Modalités de délivrance des licences de pêche

Les procédures applicables aux demandes et à la délivrance de licences de pêche aux navires et embarcations qui opèrent dans le cadre du présent Protocole sont les suivantes:

- 1) Les Autorités compétentes de l'Etat du Sénégal doivent soumettre aux Autorités compétentes de l'Etat de Guinée Bissau, une demande pour les navires et embarcations qui désirent pêcher dans le cadre du présent Protocole, vingt (20) jours au moins avant la date du début de validité de la licence demandée.
- 2) Les demandes sont présentées conformément aux formulaires fournis à cet effet par l'Etat de Guinée-Bissau, accompagnées des photocopies conformes des documents exigés.
- 3) Les navires et embarcations de pêche artisanale autorisés à pêcher en Guinée

Bissau doivent, dans le cadre du présent Protocole, subir une inspection annuelle, au plus tard vingt-quatre (24) heures après la communication de leur arrivée au port. Durant l'inspection, les originaux des documents cités au point 2 sont exigés.

- 4) Tous les thoniers sont exemptés de cette inspection.
- 5) Les licences de pêche sont délivrées, aux jours ouvrables, au plus tard quarante-huit (48) heures après l'inspection visée au point 3 du présent article.

Article 7.- Des possibilités de pêche

Dans le cadre du présent Protocole, la Guinée-Bissau octroi aux navires et embarcations de pêche artisanale du Sénégal les possibilités de pêche suivantes:

1. PECHE ARTISANALE

- a) Deux cent cinquante (250) embarcations motorisées ayant une puissance inférieure ou égale à 40 CV par an ;
- b) cinquante (50) embarcations motorisées ayant une puissance supérieure à 40 CV et inférieure ou égale à 60 CV par an.

Toutefois, en cas d'atteinte du nombre d'embarcations autorisé, des possibilités supplémentaires peuvent être octroyées sur demande de la Partie sénégalaise, selon la disponibilité des ressources.

2. PECHE INDUSTRIELLE

- | | |
|------------------------------------|----------------|
| a) Crustacés | 1.200 TJB/an ; |
| b) Céphalopodes | 750 TJB/an ; |
| c) Poisson démersal | 1.000 TJB/an ; |
| d) Poisson pélagique | 2.000 TJB/an ; |
| e) Thoniers (canneurs et senneurs) | 10 navires/an. |

Toutefois, en cas d'épuisement du quota alloué pour les ressources ciblées, des possibilités supplémentaires peuvent être octroyées sur demande de la Partie sénégalaise, selon la disponibilité des ressources.

Sur demande de la Partie sénégalaise, les Autorités Bissau guinéennes autorisent les thoniers senneurs pêchant dans le cadre du présent Protocole à se faire assister par des navires d'appui. Cet appui ne peut comprendre ni l'avitaillement en carburant, ni le transbordement des captures.



Article 8.- Tarifs des licences

1. PECHE ARTISANALE

Les tarifs des licences pour les embarcations de pêche artisanale dotées d'engins de pêche de poissons divers sont fixés, aux termes du présent Protocole, de la manière suivante :

- 650.000 FCFA/an pour les embarcations motorisées d'une puissance inférieure ou égale à 40 CV;
- 900.000 FCFA/an pour les embarcations motorisées d'une puissance supérieure à 40 CV et ne dépassant pas 60 CV.

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, les licences de pêche artisanale peuvent être émises pour une période de trois (3) ou six (6) mois et dans ce cas, les redevances seront majorées de 5 % et 3 % respectivement.

2. PECHE INDUSTRIELLE

Dans le cadre du présent Protocole, les tarifs des licences pour les navires de pêche industrielle sont fixés comme suit :

- | | |
|---------------------|----------------------|
| • Crustacés | 177 000 FCFA/TJB/an; |
| • Céphalopodes | 160 000 FCFA/TJB/an; |
| • Poisson démersal | 90 000 FCFA/TJB/an; |
| • Poisson pélagique | 50 000 FCFA/TJB/an. |

Navires de pêche thonière:

- | | |
|-------------|----------------------------|
| - Canneurs: | 3 000 000 FCFA/navire/an ; |
| - Senneurs: | 5 000 000 FCFA/navire/an. |

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, les licences de pêche industrielle pourront être émises pour une période de trois (3) ou six (6) mois et dans ce cas, les redevances seront majorées respectivement de 5 % et 3 %.



Article 9.- Fonds de Gestion des Ressources halieutiques

1. En contrepartie au droit d'accès aux ressources, les navires bénéficiaires des licences de pêche industrielle dans le cadre du présent Protocole, sont tenus de contribuer au Fonds de Gestion des Ressources halieutiques, destiné à assurer la politique de gestion, conservation, protection des ressources halieutiques et restauration de la faune et de l'écosystème marins.
- Les navires sont assujettis au versement de :

- dix millions (10.000.000) FCFA par navire et par an pour les chalutiers
- un million cinq cent mille (1.500.000) FCFA par navire et par an pour les canneurs
- deux millions cinq cent mille (2.500.000) FCFA par navire et par an pour les senneurs.

2. Cette contribution est payée préalablement à l'obtention de la licence de pêche.

Article 10.- Zones de pêche

Les navires et embarcations de pêche autorisés à opérer dans le cadre du présent Protocole, doivent exercer leurs activités conformément à la réglementation des pêches en vigueur en Guinée-Bissau.

Article 11.- Maillage

Conformément à la législation en vigueur en Guinée-Bissau, le maillage minimum des filets pour chaque type de pêche est fixé comme suit:

1. PECHE INDUSTRIELLE

- | | |
|-----------------------------------|---------|
| • Filet de pêche des crustacés | 50 mm; |
| • Filet de pêche des céphalopodes | 70 mm ; |
| • Filet de pêche de poissons | 70 mm. |

2. PECHE ARTISANALE

- | | |
|--------------------------------|---------|
| • Filet de pêche des crustacés | 28 mm ; |
| • Filet de pêche de poisson | 30 mm. |



Article 12.- Débarquement de poisson

En complément des redevances des licences de pêche, tous les navires de pêche industrielle exerçant leurs activités dans les eaux sous juridiction de l'Etat de Guinée – Bissau, dans le cadre du présent Protocole, sont obligés de contribuer à l'approvisionnement du marché national, en débarquant au bénéfice du Département chargé de la pêche de la Guinée Bissau 5 tonnes de poissons par navire et par trimestre, exceptés les thoniers.

Ce débarquement fera l'objet d'un programme entre les armateurs et les services compétents du Département chargé de la Pêche.

Tout manquement à l'obligation de débarquement, expose son auteur au paiement d'une pénalité de 700 000 (sept cent mille) F CFA par tonne non débarquée.

Les navires doivent présenter les preuves de débarquement émises par les autorités portuaires nationales compétentes.

Article 13.- Déclaration de captures

1. Les navires et embarcations de pêche artisanale bénéficiaires d'une licence de pêche délivrée dans le cadre du présent protocole doivent transmettre aux autorités compétentes de la Guinée-Bissau, les déclarations de leurs captures, conformément aux formulaires fournis à cet effet ;
2. Les déclarations de captures sont transmises mensuellement aux autorités compétentes. Elles doivent être fournies trimestriellement aux services compétents de la Guinée-Bissau ;
3. Le non respect des obligations de transmission des déclarations des captures prévues ci-dessus, peut occasionner la suspension ou le non renouvellement de la licence jusqu'à l'accomplissement de cette obligation ;
4. La licence peut être annulée, au cas où cette obligation n'est pas respectée, au bout d'un délai de soixante (60) jours.

La partie sénégalaise fournira aux Autorités compétentes de la Guinée Bissau les statistiques des captures des embarcations de pêche artisanale autorisées dans le cadre du présent Protocole.



Article 14.- Captures accessoires

1. Les crevettiers ne peuvent pas avoir à bord, à la fin de chaque marée, plus de soixante-dix pour cent (70 %) de poissons et quinze pour cent (15 %) de céphalopodes, sur la totalité des captures réalisées dans la zone de pêche de la Guinée-Bissau.
2. Les navires de pêche de céphalopodes ne peuvent pas avoir à bord, à la fin de chaque marée, plus de quarante-cinq pour cent (45%) de poissons et cinq pour cent (5%) de crustacés sur la totalité des captures réalisées dans la zone de pêche de la Guinée-Bissau ;
3. Les navires de pêche de poisson ne peuvent pas avoir à bord, à la fin de chaque marée, plus de cinq pour cent (5%) de crustacés et dix pour cent (10%) de céphalopodes, sur la totalité des captures réalisées dans la zone de pêche de la Guinée-Bissau
4. La durée de la marée d'un navire de pêche est définie comme suit :
 - la période comprise entre une entrée et une sortie de la zone de pêche de la Guinée-Bissau ;
 - la période comprise entre une entrée dans la zone de pêche de la Guinée-Bissau et un transbordement ;
 - la période comprise entre une entrée dans la zone de pêche de la Guinée-Bissau et un débarquement dans le port de la Guinée-Bissau.
5. Les obligations de débarquement peuvent être effectuées à partir des prises accessoires.

Les thoniers canneurs sont autorisés à pêcher l'appât vivant pour effectuer leur campagne de pêche dans les eaux sous juridiction de la Guinée Bissau.

Article 15.- Communication par satellite

Les navires opérant dans le cadre du présent Protocole, doivent être équipés du VMS (Vessel Monitoring System), pour assurer la communication automatique et continue de leur position au service de suivi, contrôle et surveillance des activités de pêche dans les eaux de la Guinée-Bissau, conformément la réglementation en vigueur en la matière.



Article 16.- Embarquement des observateurs

1. Chaque navire de pêche industrielle doit embarquer un observateur des pêches désigné par les structures chargées de la surveillance et contrôle des activités de pêche de la Guinée-Bissau ;
2. Les charges sociales, le salaire et l'assurance de l'observateur de pêche sont de la responsabilité du Gouvernement de la Guinée-Bissau.

Article 17.- Embarquement de marins

1. L'armateur qui bénéficie d'une licence de pêche industrielle en vertu du présent Protocole doit s'engager à embarquer des marins nationaux dans les proportions suivantes:

jusqu'à 250 TJB:	04 marins;
entre 250 et 400 TJB:	05 marins;
plus de 400 TJB:	06 marins.

2. Le contrat de travail est établi d'un commun accord, entre le marin pêcheur de la Guinée Bissau, l'armateur ou son représentant et l'autorité compétente de la Guinée Bissau.
3. Le salaire mensuel d'un marin pêcheur ne peut être inférieur aux normes établies par l'Organisation Internationale du Travail, OIT (500 USD).

Article 18.- Formation

L'Etat sénégalais s'engage à œuvrer pour permettre l'accès d'étudiants et de stagiaires Bissau guinéens dans les institutions de formation du Sénégal.

La République du Sénégal accepte dès lors de recevoir des ressortissants de la République de Guinée Bissau dans ses écoles de pêche ou de formation maritime selon les conditions d'admission de ces établissements, dans les spécialités suivantes :

- a) Gestion des Pêches ;
- b) Bio statistique ;
- c) Gestion environnementale ;
- d) Administration des Pêches ;
- e) Contrôle de Qualité ;
- f) Langue française.



La Partie sénégalaise facilite l'accès dans les établissements publics de formation et les frais y relatifs sont à la charge de la Partie bissau-guinéenne.

Article 19.- Recherche scientifique

1. Les deux Etats s'engagent à concevoir des programmes de recherche scientifique, à approfondir ces relations au niveau de leurs institutions nationales de recherche et à élaborer un protocole de coopération scientifique afin de promouvoir leurs politiques d'exploitation et de gestion durable des ressources.
2. Le programme de coopération mentionné ci-dessus, couvrira notamment les principaux domaines suivants :
 - évaluation des stocks ;
 - biologie des espèces d'intérêt commun ;
 - étude et suivi des paramètres de l'environnement marin ;
 - suivi statistique et socio-économique de la pêche (enquêtes-cadres conjointes etc.) ;
 - organisation de groupes de travail pour l'analyse conjointe des données sur les stocks partagés et sur l'environnement marin.
3. Les structures chargées de la recherche des deux Etats établiront par voie de Protocole un cadre de coopération technique qui couvrira notamment les domaines ci-après:
 - gestion de la qualité des produits de pêche (normalisation, contrôle de qualité, certification etc..) ;
 - contrôle de la qualité des produits ;
 - statistiques des captures ;
 - aménagement des pêcheries.
4. La Partie sénégalaise s'engage à faciliter l'utilisation par la Guinée Bissau, des moyens de recherche dont elle dispose pour la réalisation des actions de recherche dans les eaux sous juridiction de la Guinée-Bissau.

Article 20.- Surveillance des pêches et sécurité en mer

Les structures chargées du suivi, contrôle et surveillance (SCS) des Parties organiseront régulièrement des opérations combinées de surveillance dans le cadre de l'application du présent Protocole, relatives à la coordination de la surveillance des pêches et du droit de poursuite maritime, notamment :



- a) échanger les expériences pour l'harmonisation des procédures en matière de surveillance ;
- b) s'appuyer mutuellement en matière de recherche et de sauvetage en mer et procéder régulièrement à l'échange d'informations sur la sécurité en mer, particulièrement pour ce qui concerne la pêche artisanale ;
- c) prévenir et lutter efficacement contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et définir les mécanismes appropriés à la mise en œuvre des actions nécessaires ;
- d) assurer la diffusion et la vulgarisation de la réglementation des pêches de la Guinée-Bissau, particulièrement auprès des pêcheurs artisans.

Article 21.- Comité *technique de Suivi et d'Evaluation*

- 1. Il est créé un Comité technique de Suivi et d'Evaluation de l'état d'exécution du présent Protocole. Ce Comité composé des représentants des deux Etats et des opérateurs économiques de la pêche.
- 2. Le Comité est chargé de veiller à la bonne application du présent Protocole conformément à l'article 11 de la Convention. Il est aussi chargé d'identifier, de planifier et de s'assurer de l'exécution des actions de formation, de recherche halieutique et de surveillance des pêches prévues aux articles 18, 19 et 20 du présent Protocole.
- 3. Le Comité technique se réunit au moins deux fois par an, de façon alternative au Sénégal et en Guinée-Bissau.

Article 22.- Développement du partenariat privé

- 1. Les Gouvernements des deux Etats s'engagent à prendre des mesures pour promouvoir le partenariat et les échanges entre leurs opérateurs économiques.
- 2. Les préoccupations et attentes manifestées par les représentants des organisations professionnelles du secteur de la pêche seront examinées par les autorités compétentes des deux Etats.
- 3. Pour favoriser le partenariat de façon à préserver les intérêts mutuellement avantageux, les opérateurs économiques des deux Etats peuvent créer de sociétés mixtes de pêche.



Article 23.- Litiges

1. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application des dispositions du présent Protocole, le Comité technique de Suivi et d'Evaluation prévu à l'article 21 se réunit, à la demande de l'un des Etats, pour régler le différend à l'amiable.
2. En cas de désaccord au sein du Comité précité, le litige sera soumis à l'arbitrage des ministres chargés des Pêches des deux Etats.

Article 24.- Dispositions transitoires

Le calcul de la redevance des licences se fait en TJB jusqu'au 31 Décembre 2016. A partir du 1^{er} Janvier 2017, le calcul se fera sur la base du tonnage brute (GT).

Article 25.- Timbre fiscal

L'émission de la licence et des autorisations d'opérations connexes de pêche, est assujettie au paiement préalable de l'impôt de timbre de 5 % sur le montant de la redevance.

Le montant du timbre pour les navires industriels ne peut être inférieur à cinq cent mille (500 000) francs CFA.

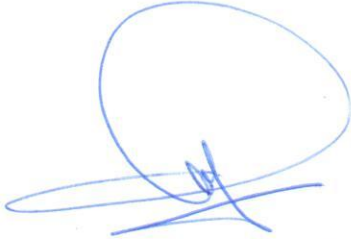
Article 26.- Entrée en vigueur et Dénonciation

1. Le présent Protocole entre en vigueur dès sa signature, pour une durée de deux (02) ans. Il est renouvelé par négociation entre les Parties.
2. Le présent Protocole peut être dénoncé par l'une des Parties. Cette dénonciation est effective trois (03) mois après notification.
3. Le présent Protocole abroge et remplace le Protocole du 14 décembre 2013, et est rédigé en double exemplaire en langues portugaise et française, les deux textes faisant également foi.



Fait à Dakar, le 01 avril 2016

Pour le Gouvernement de la République
du Sénégal



Monsieur OUMAR GUEYE

Ministre de la Pêche et
de l'Economie maritime

Pour le Gouvernement de la
République de Guinée Bissau



Monsieur ILDEFONSO BARROS

Secrétaire d'Etat des Pêches et de
l'Economie maritime